

LE JOUR, 1946
07 DECEMBRE 1946

LE GOUVERNEMENT DE LA FRANCE

Que de difficultés, que de complications en France pour la formation d'un gouvernement !

Exclusive à droite, exclusive à gauche, conditions impératives chez les Socialistes, l'évolution de tout cela était visible dès le début.

Comment obtenir que des doctrines (et non point des hommes seulement) composent ? Comment, sans détruire un programme, en abandonner de part et d'autre, quelque chose d'essentiel ? Mais comment consentir aussi, dans la situation où se trouve la France, à ébranler en vue d'expériences hasardeuses les traditions politiques et sociales les plus fortes ?

L'aventure politique que connaît la France en ce moment est parmi les plus périlleuses. A gauche, dans une large mesure, la rigidité des théories sacrifie le bon sens et fait perdre de vue les réalités de la vie. Au centre et à droite, l'intransigeance des ambitions fait échec à la parenté des doctrines ; De surcroît, entre les Communistes et le Mouvement Républicain Populaire, le Parti socialiste qui paraît l'arbitre naturel est discuté et visiblement décontenancé. **C'est un arbitre qui fuit sa mission**, constatant que l'exercice de cette mission peut avoir pour lui des effets mortels.

Les débuts de l'Assemblée nationale sont vraiment décevants sans que l'Assemblée elle-même y puisse quelque chose. Congénitalement, ce qui devait arriver arrive. Et les exhortations pathétiques de M. Vincent Auriol, président de l'Assemblée, retentissent comme pour décrire une fin plutôt qu'un début de règne : « **le pays ne supportera pas longtemps l'impuissance des partis. C'est de cette impuissance que naissent les dictatures** ».

Les mêmes raisons, techniques et logiques, qui font par exemple qu'un petit pays, président l'ONU et qu'un autre petit pays donne à l'Organisation des Nations son secrétaire général, feront qu'un des partis minoritaires en France donnera au Gouvernement français son président. Ce sera un socialiste, si le Parti socialiste s'y prête. S'il ne s'y prête pas, il faudra chercher dans un groupe plus faible, une figure suffisamment « républicaine » pour que les amours-propres et les intérêts transigent sur son nom. Finalement, ce qui se fera, c'est une « union nationale » large ou moins large ; ce qui voudra dire en bon français, un gouvernement de peu d'autorité.

Trois fois hélas ! **Devant un jeu cruel qui fait que les plus forts partout s'excluent, on en arrive partout à des solutions fragiles qui laissent les institutions à la merci des orages.**

Mais ce qui peut être raisonnable et satisfaisant quand il s'agit de l'ONU (où tout se traduit par des compromis) le devient beaucoup moins quand c'est un pays aussi ancien et aussi unifié que la France qui en fait les frais. Pour que les uns contre les autres, les Communistes aient raison, ou les Socialistes, ou tel autre parti, c'est toute la France qui contre les éléments déchaînés devra lutter demain sans unité de commandement et sans chef.

On voudrait pour la France une sorte de pacte de dix ans, de caractère politique, un « pacte de famille » qui grouperait sans réserve toutes les forces françaises au service du salut et de la grandeur de la France. Mais les chefs qui se montrent le poing pourraient-ils jamais accepter cela ?